



CREATIVE
SHIFT
STUDIES
RESEAU INTERNATIONAL



IC industries
C/ culturelles &
création
artistique

PREFics EA 4246



Questionner le tournant créatif : dispositifs, processus et représentations

Actes de colloque

Sous la direction de
Yanita ANDONOVA et Anne-France KOGAN



Université d'économie de Varna – Bulgarie, 7-9 juin 2017

Actes de colloque

**Questionner le tournant créatif :
dispositifs, processus et représentations**

Yanita ANDONOVA et Anne-France KOGAN (dir.)

Yanita Andonova et Anne-France Kogan (dir.)

Textes présentés lors du **colloque international « Questionner le tournant créatif : dispositifs, processus et représentations »**,
Université d'économie de Varna – Bulgarie, 7-9 juin 2017

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

ISBN 978-2-9552946-1-1 / EAN 9782955294611

Dépôt légal : février 2018

Table des matières

Introduction

Yanita ANDONOVA et Anne-France KOGAN.....	7
---	---

Conférences plénières

La citoyenneté créative post-communiste Anna KRASTEVA.....	12
---	----

Économie politique de la création. Un programme de recherche Pierre MOEGLIN.....	14
---	----

Axe 1 : Numérique et créativité : extension du domaine de la rationalité

Questionner la place du tournant « créatif » dans le processus d'informatisation sociale. Premiers éléments de cadrage Dominique CARRE	19
--	----

L'injonction à la créativité par le numérique dans le dispositif Museomix Eva SANDRI	26
---	----

Le design dans l'action publique : tournant créatif ou nouvelle forme de rationalisation ? Nadia ARAB.....	32
---	----

Les applications mobiles culturelles et leurs publics : création, modélisation, participation Sébastien APPIOTTI	38
---	----

Transitive relations of digital rights and European values Petya KOLEVA	49
--	----

Axe 2 : Politiques publiques et territoires créatifs

Capitale de la culture - Plovdiv 2019: tournant créatif et développement urbain Krassimira KRASTANOVA	62
--	----

Paradigme contemporain de l'économie de la création, la créativité comme enjeu de mise en visibilité du territoire local Bruno LEFEVRE	65
--	----

Detroit : le « tournant créatif » à partir du design ? Simon RENOIR	72
--	----

Food festivals as cultural experience economy Elitsa STOILOVA	79
--	----

Préservation des pratiques créatives locales en Bulgarie et tourisme ethnoculturel Hristina FILIPOVA et Jivko PARUSHEV.....	84
--	----

Axe 3 : Créer pour s'organiser autrement

L'Odyssée de Pénélope, une expérimentation transmédia entre institutions culturelles et organismes de formation Estrella ROJAS	94
La question de la transposabilité des jeux dans la formation pour adultes : enjeux de créativité et jeux de rôles pour managers Emmanuelle SAVIGNAC.....	102
La créativité au quotidien et sa marchandisation : vers la structuration d'une filière des UGC ? Vincent BULLICH.....	106
Le « Makestorming » : culture du dire, culture du faire et promesse de créativité Lucie ALEXIS	117

Axe 4 : Travail artistique en économie libérale

Créativité organisationnelle et politique dans le cinéma des frères Dardenne Nicole D'ALMEIDA	126
L'industrie du disque et sa chaîne de valeur après le virage numérique – quels défis pour la créativité des artistes ? Anna JANOWSKA	131
Le travail scientifique ou les malheurs de la vertu créative. Le cas italien Davide BORRELLI et Marialuisa STAZIO	139
Création sous contrat ou création sous contrainte ? Le cas du projet ETNA Nicole DENOIT et Guillaume LE BAUBE.....	147
Le travail contemporain du marbre : les œuvres de Victor Gingembre, entre traditions et innovations Valentine CHATELET	160
Nouvelles dynamiques du capitalisme contemporain : sujet, travail, créativité dans le contexte brésilien Ivone de Lourdes OLIVEIRA, Eduardo de JESUS et Isabella NOVAIS.....	168
L'expérience salarié, nouvel âge de réenchantement par l'entreprise Vincent BRULOIS.....	179
Appel à communication (AAC)	186
Call for papers	192
Index des auteurs	198

Responsables scientifiques

ANDONOVA Yanita, LabSIC, Université Paris 13

KOGAN Anne-France, PREFIcs, Université Rennes 2

Comité d'organisation

DABEVA Tania, Université d'économie de Varna (Bulgarie)

FILIPOVA Hristina, Université d'économie de Varna (Bulgarie)

Comité scientifique

BOUQUILLION Philippe, LabSIC, Université Paris 13

CHAMBAT-HOUILLON Marie-France, CEISME, Université Paris 3

CONSTANTOPOULOU Christiana, Université Panteion (Grèce)

D'ALMEIDA Nicole, GRIPIC, Université Paris-Sorbonne

DABEVA Tania, Université d'économie de Varna (Bulgarie)

FOURMENTRAUX Jean-Paul, EHES, Université Aix-Marseille

JEANTET Aurélie, Laboratoire Travail et Mobilités, Université Paris 3

KRASTANOVA Krassimira, Université de Plovdiv (Bulgarie)

KRASTEVA Anna, Nouvelle Université Bulgare de Sofia (Bulgarie)

LEGENDRE Bertrand, LabSIC, Universités Paris 13

LENEL Pierre, LISE, Conservatoire national des arts et métiers

LUCCHINI Françoise, IDEES, Université de Rouen

MIGUEL DE BUSTOS Juan Carlos, CRICIS, Univ. du Pays Basque (Espagne)

MOEGLIN Pierre, LabSIC, Université Paris 13/Institut Universitaire de France

PETIT Laurent, GRIPIC, Université Paris-Sorbonne

POIRIER Christian, Centre Urbanisation Culture Société, INRS (Canada)

ROUET Gilles, LAREQUOI, Univ. de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

SAVIGNAC Emmanuelle, CERLIS, Université Paris 3

THÉVENIN Olivier, CERLIS, Université Paris 3

TREMBLAY Gaëtan, GRICIS, Université du Québec à Montréal (Canada)

VACHER Béatrice, MICA, Ecole des Mines d'Albi

VIVANT Elsa, LATTS, Université Paris-Est Marne-la-Vallée

VOVOU Ioanna, CEISME, Université de Panteion (Grèce)

WILHELM Carsten, CRESAT, Université de Haute Alsace

Le travail scientifique ou les malheurs de la vertu créative.

Le cas italien

Davide BORRELLI

Università “Suor Orsola Benincasa” di Napoli (Italy)
davide.borrelli@unisalento.it

Marialuisa STAZIO

Università di Cassino e del Lazio Meridionale (Italy)
marialuisa.stazio@gmail.com

Résumé :

A l'ère du néolibéralisme, on a mené à terme un changement du travail intellectuel et, en particulier, académique et scientifique. Tandis que, selon le mode de production post-fordiste et dans la vague du « nouvel esprit du capitalisme », des croissantes composantes d'activité cognitive et créative ont été introduites dans le domaine de la production industrielle – c'est-à-dire de ce que Marx appelait le « travail abstrait » – au contraire, des règles et des mesures de productivité standardisées sont de plus en plus mises en place à l'intérieur du monde de la recherche scientifique, autrefois laboratoire de créativité et de « travail concret ». Dans le cadre de ce récent tournant du travail scientifique, de ses motifs culturels aussi bien que de ses conséquences pour les politiques de la recherche et la vie des enseignants-chercheurs, nous nous concentrons sur les dispositifs d'évaluation des performances universitaires qui viennent d'être implémentées en Italie, en les considérant comme une nouvelle forme de pouvoir gouvernemental dans le domaine du savoir, qui pourrait engendrer, à notre avis, des effets délétères et contre-productifs sur la recherche, qui va perdre sa capacité heuristique et sa créativité.

Mots-clés :

enseignement supérieur, travail scientifique, évaluation de la recherche, créativité, néolibéralisme

Nous visons à aborder la recherche scientifique en tant que travail créatif. Aujourd'hui, dans l'université néo-libérale (Gill 2010 ; Espeland et Sauder 2016 ; McGettigan 2013), des *injonctions à la normalisation* affectent de façon de plus en plus impérieuse le travail scientifique et académique. Ces injonctions normalisatrices prennent la forme d'une impulsion à la qualité et à l'excellence dans le contexte des *ranking* des établissements d'enseignement supérieur et de la concurrence scientifique internationale. Ce tournant se fonde sur le principe que chaque capacité qui s'acquiert doit être mesurée, évaluée et mise en valeur. Mais, d'après nous, la conséquence de ce tournant dans le travail académique et scientifique c'est que, au nom de la qualité, on entrave et on nie la possibilité de faire de la recherche vraiment créative et de qualité (Borrelli 2015 ; Stazio 2015).

En d'autres termes, nous voulons questionner notre condition d'*homo academicus* : pourquoi, comment et depuis quand les injonctions à la qualité et à l'excellence se sont-elles emparées de l'université et de nous-même en tant que chercheurs?

Le premier volet de notre discussion concerne le changement que l'application du modèle de la nouvelle gestion publique a entraîné dans la sphère de la recherche. Dans la deuxième partie nous présenterons un aperçu d'une recherche en cours sur les conséquences de la managérialisation de l'Université en Italie.

1. La grande transformation de l'université

À l'heure de l'autonomie et de la concurrence entre les établissements d'enseignement supérieur, des injonctions normatives vont affecter de plus en plus la recherche scientifique, en tant que travail intellectuel créatif, aussi bien que les chercheurs en tant que travailleurs consacrés à découvrir des choses nouvelles (ou « à avoir de nouveaux yeux »).

Nous avons affaire à une nouvelle « grande transformation », pour citer Karl Polanyi (1944), c'est-à-dire la grande transformation de l'université qui se passe sous l'influence de l'idéologie néolibérale, pour laquelle la société toute entière doit prendre la forme d'un marché. Dans ce contexte, la compétition devient la « nouvelle raison du monde », qui règle les conduites des hommes (Dardot et Laval 2009), voire même les domaines de l'éducation et de la science.

Aussi notre travail intellectuel créatif d'enseignants-chercheurs est assujéti à un modèle de gestion entrepreneurial, c'est-à-dire au *New Public Management* (de Gaulejac 2012) et donc à des principes managériaux tels que le *benchmarking* (Bruno et Didier 2013), l'assurance qualité, l'organisation par projet, le financement fondé sur les performances, l'avancement au mérite, etc. Il s'agit d'un modèle de gestion basé sur les principes de la compétitivité, qui vise à la satisfaction des clients et impose l'*accountability* à tous les niveaux de l'organisation.

Dans ce tournant politique et culturel, les établissements d'enseignement supérieur rivalisent entre eux pour attirer des budgets les plus importants de la part de l'État comme si l'université était, ni plus ni moins, un marché parmi d'autres.

L'autonomie des différents établissements d'enseignement et recherche paraît une condition nécessaire pour ce système. Mais l'«autonomie» néo-libérale n'est pas l'autonomie de la

science libre. C'est plutôt une forme d'autonomie individualisante que chaque établissement est encouragé à poursuivre pour se démarquer des autres, de la même manière dans laquelle toute entreprise offre ses produits aux consommateurs (Neave 2012). Elle est par conséquent structurée sur un modèle entrepreneurial et concurrentiel, visant à la construction d'une sorte de « quasi-marché » universitaire.

Pour transformer l'« économie des singularités » (Karpik 2007) du travail académique et scientifique en indicateurs comparables et computables, il faut établir des mesures qui permettent de juger et trier tous les établissements et tous les chercheurs selon des valeurs de qualité scientifique publiquement identifiables. Les agences d'évaluation sont chargées d'assurer cette fonction, qui sert à légitimer l'affectation par l'État de différents financements et de primes de résultat. En d'autres termes, on peut définir les agences d'évaluation comme des systèmes de permutation qui organisent et règlent des systèmes de récompense et de sanction. Mais les systèmes d'évaluation de la recherche passent sous silence les singularités qui ne se prêtent pas à être comptées et mesurées et qui n'est pas possible de réifier. Il s'agit de transformer notre travail vivant, nos vies au travail, dans quelque chose qui puisse être mesuré, compté et rapporté à autre chose.

En plus, la nouvelle gestion publique de l'Université s'avère un alourdissement bureaucratique infructueux qui gêne la liberté d'action et la créativité des chercheurs. Au lieu de réduire son ingérence comme l'on pourrait s'attendre à raison de la rhétorique libérale du laissez-faire – l'État néo-libérale va en réalité augmenter de manière tout à fait incontrôlée son intervention. C'est un mélange étrange de liberté et de contrôle ou, plus exactement, c'est un contrôle normatif majeur obtenu dans le but de renforcer l'autonomie et, donc, la mise en concurrence des établissements.

En effet, l'application au système de l'enseignement supérieur et de la recherche des procédés gestionnaires d'entreprise, déclenche une prolifération des pratiques fondées sur des procédures et des paperasses évaluatives onéreuses. Il en résulte – comme le dit David Graeber – « un océan de documents sur la stimulation de 'l'imagination' et de la 'créativité', dans un cadre qu'on aurait très bien pu concevoir délibérément pour étouffer dans l'œuf toute manifestation de créativité et d'imagination » (2015, p.150).

2. Le cas Italien

En Italie, la nouvelle gestion publique de l'enseignement supérieur et de la recherche est parue dans le contexte d'une crise générale. Le système universitaire italien a été presque un champ d'expérimentation : à partir de 1999 un grand nombre de changements législatifs ont abouti à la réforme Gelmini. Presque tous ces changements ont été conçus sans frais de la part de l'Etat. De surcroît, de 2008 à 2015 le financement public pour l'enseignement supérieur a baissé de 22% (Viesti 2016, p. 3).

Dans ce contexte, les conditions de travail des chercheurs ont profondément changé. Nous les avons observés par nous-mêmes, dans nos pratiques quotidiennes et aussi à travers des entretiens que nous avons fait avec des témoins privilégiés, dans le contexte d'une recherche de l'Université de Rome « La Sapienza »¹ concernant les effets du réformisme académique et de l'évaluation sur la communauté scientifique des sciences humaines et sociales.

¹ La recherche - *Réformisme académique et évaluation dans le domaine des sciences sociales et politiques. Les effets sur la communauté scientifique* - est sous la direction de Renato Fontana de l'Université de Rome « La

Cette recherche n'est pas encore aboutie, mais nous pouvons dès à présent affirmer que les entretiens ont souligné plusieurs points cohérents avec nos hypothèses sur la pénétration des injonctions normatives et normalisatrices dans la sphère de la recherche.

Comme l'indique un de nos témoins « la 'machine à évaluation' établit ce qui doit être considérée comme une 'bonne recherche' et ce qui ne doit pas l'être. Des éléments qui font partie du processus extrinsèque – c'est-à-dire où publier, comment publier, combien publier, etc. – deviennent les règles qui définissent la qualité intrinsèque de la recherche » (ancien sous-directeur du Comité d'évaluation de l'Université de Padova).

Plusieurs de ces points ne sont pas nouveaux dans le débat international. Il s'agit par exemple de poursuivre des standards venant de l'extérieur de la recherche. Cela commence par la standardisation du mode de production de l'édition scientifique, avec ses injonctions qui vont du format des articles jusqu'à l'idéaltype anglo-saxon de revue.

Il s'agit encore d'une productivité qui se mesure en quantité. C'est une 'réduction' du travail individuel et collectif (par exemple d'un laboratoire ou d'un département) à ses seuls aspects quantitatifs – combien d'articles, combien d'étudiants, combien de cours, combien des crédits... – parce que seulement ces 'nombres' peuvent être rémunérés par les logiques ministérielles. Ça veut dire – comme l'indique un de nos témoins – que « la logique de l'administration devient elle-même la logique de la recherche ».

C'est pour cela que la qualité sera représentée, par exemple, par la production d'un nombre maximal de « produits de recherche » dans une période temporelle la plus courte possible. C'est pour cela, encore, que d'après la logique que ce qui compte est forcément ce qui peut être compté, il y a une certaine 'spirale inflationniste' de production de 'nouveau-tés' : comme dans le *publish or perish* aux Etats Unis.

En plus, nous sommes obligés d'avoir beaucoup de projets en même temps, avec beaucoup de partenaires différents, en hommage à l'impératif de la productivité et pour minimiser les risques de ne pas honorer nos obligations. Ces projets doivent être de courte durée et, surtout, ils doivent être exploités de plusieurs façons, en maximisant l'activité de recherche. Donc, à partir d'une même recherche, et avec le même matériel, on doit écrire plusieurs articles qui puissent effectivement compter en tant que 'produits' différents. En bref, ce système nous pousse - comme le dit un de nos témoins, le directeur d'un laboratoire en science politique à l'Université de Roma « La Sapienza »- à « maximiser les résultats en minimisant les efforts ».

Comme le dit un autre interlocuteur, « quand je lis quelque chose, je tends déjà à penser (...) comment je pourrais transformer ce travail dans une publication, car sinon ce serait un travail 'improductif' qui ne trouve aucune forme de 'valorisation', comme on dit aujourd'hui » (ancien sous-directeur du Comité d'évaluation de l'Université de Padova).

Par ailleurs, ces injonctions normatives produisent plusieurs effets pervers et des « stratégies absurdes », bien connues (Beauvallet 2009), telles que par exemple le *salami-slicing* ou le dopage des auto-citations et des citations croisées.

Sapienza ». Grâce à l'analyse des documents et des bases de données des publications, et des entretiens en profondeur avec des témoins privilégiés, la recherche va étudier les retombées cognitives, comportementales et relationnelles des nouvelles pratiques sur le travail des enseignants-chercheurs.

En plus, il faut chercher des financements en dehors du système universitaire, ce qui entraîne que les projets de recherche doivent répondre aux logiques et aux priorités du sujet octroyant. Faire un projet de recherche, alors n'est plus un acte créatif qui répond à une curiosité scientifique, mais un moyen de satisfaire des besoins qui ont souvent quelque chose à voir avec le travail scientifique uniquement car ils visent à la survie des laboratoires et souvent des chercheurs.

Il s'ensuit que les enseignants-chercheurs ont tendance à se comporter comme de véritables entrepreneurs de la recherche plutôt que comme des scientifiques. Comme le dit un de nos témoins, « la capacité entrepreneuriale est devenue l'élément fondamental du système de primes de résultat (...). Elle ne concerne pas la recherche, mais est souvent la condition pour faire de la recherche » (ancien sous-directeur du Comité d'évaluation de l'Université de Padova Illetterati).

De cette façon, la recherche fondamentale et à long terme est mise en péril. En plus, comme l'affirme un interlocuteur, ce système entrave « la créativité scientifique qui vit aussi d'inutilité » et obstrue surtout « le plaisir de connaître quelque chose que l'on ne sait pas et encore le plaisir de suivre des pistes qui se révèlent fausses, qui mènent à nulle part. On efface tout cela et on nous contraint toujours à faire des calculs. Ce qui ne convient pas trop bien à notre activité » (directeur d'un laboratoire en science politique à l'Université de Roma « La Sapienza »). En effet, le risque et, pourquoi pas la faillite, ont été - dans l'histoire de la science - la manière dont la connaissance scientifique a avancé.

En effet, pour citer les propos de nos témoins, dans ce système les moyens deviennent une fin en soi. Par exemple, il ne s'agit pas de choisir des partenaires ou des arguments, ou des appels à recherche, en raison de nos véritables intérêts scientifiques. Nous sommes, en fait, orientés en raison des chances d'accéder à des financements, et/ou de publier rapidement, dans certaines revues, avec certains éditeurs, etc. (directeur-adjoint du laboratoire en science de la communication et de la recherche sociale de l'Université de Roma « La Sapienza »). Plus encore, les chercheurs sont guidés par les chances d'enrichir leur recherche d'éléments soit disant de qualité, comme ils sont définis par les systèmes de récompense et de sanction imposés.

Au lieu de se proposer comme un laboratoire d'idées nouvelles et originales, l'Université risque de devenir une institution à qui on demande de poursuivre principalement des standards imposés de l'extérieur. Les dispositifs de gouvernement et d'évaluation échappent au contrôle conscient des chercheurs, et sont devenus ainsi des sujets autonomes qui les dominent et les aliènent.

Plusieurs de ces points sont bien connus dans le débat international. Par exemple, Mats Alvesson et André Sandberg (2014) distinguent *la box-breaking research* de la *boxed-in research*, c'est-à-dire des pratiques de recherche qui déclenchent ce qu'ils nomment la « stupidité fonctionnelle », qu'ils définissent comme l'inaptitude à la réflexion critique et l'attitude à accomplir des tâches de haute compétence technique dans un domaine limité.

Nous pouvons considérer l'Italie comme un cas particulier, notamment pour trois raisons :

1. Il y a beaucoup de points critiques en matière de législation et de réglementation ;
2. Le système universitaire et de la recherche a été déclassé de manière assez marquée par des réductions budgétaires drastiques;

3. Le système de primes de résultat, adopté en un régime de ressources décroissantes, a des résultats paradoxaux où la *prime* devient le manque - ou la petite mesure - de réduction des financements.

Nous ne pourrions pas analyser ici en profondeur tous ces points. Pour le premier nous pouvons donner un seul exemple, particulièrement significatif, pour ses effets sur les pratiques de la recherche. En Italie le classement des revues s'effectue sous l'impulsion directe de l'État. Le triage des revues en rangs de qualité et d'après la pertinence disciplinaire, décourage les pistes de recherche les plus originales autant que le travail transdisciplinaire : par exemple, si je publie un article dans une revue qui n'est pas classée dans mon « domaine disciplinaire », cet article ne comptera rien pour ma performance. Pour le deuxième et le troisième point, nous nous limiterons à montrer comment notre système d'enseignement supérieur soit désormais un système en déperdition. Comme indiqué dans le Tableau 1 (Tab.1), de 2004 à 2015, le système d'enseignement supérieur italien a subi d'importantes baisses.

Les baisses de l'Université Italienne

(variations relatives aux valeurs 2004-2008)

Étudiants inscrits	-20%
Enseignants/Chercheurs	-17%
Personnel technique et administratif	-18%
Cours de Licence et Masters	-18%
FFO (Fond de Financement Public – valeur réelle)	-22%

Tab.1. Fonte: rapporto RES - Viesti, G., 2016

D'autre part, l'Italie a un problème qui concerne la quantité des diplômés (Fig. 1) et leur distribution équitable dans le pays.

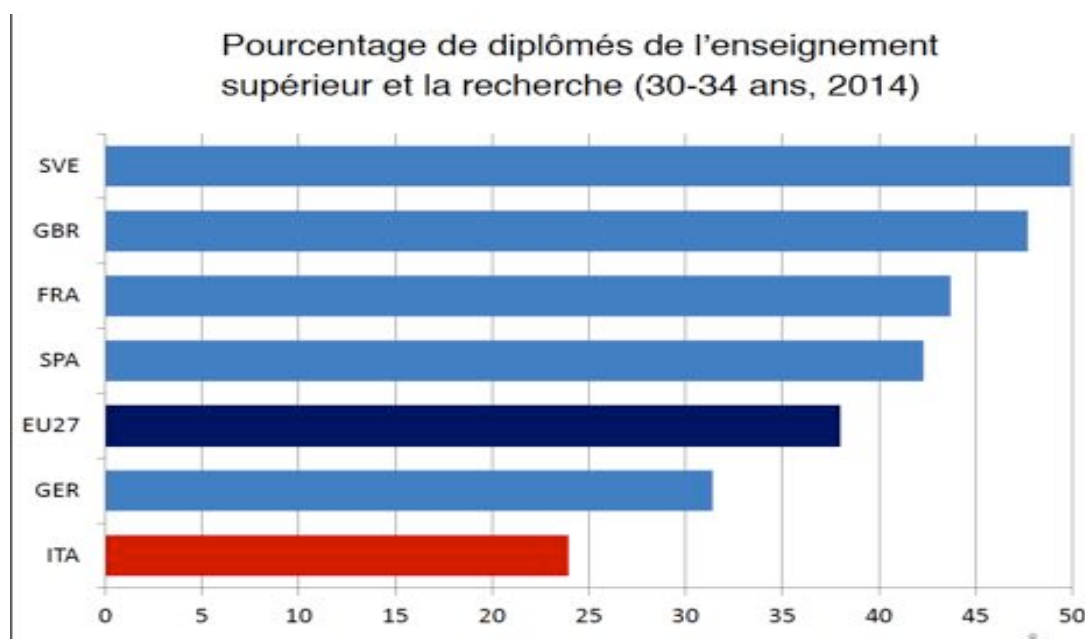


Fig. 1. Fonte: rapporto RES - Viesti, G., 2016

Au contraire, la réduction des fonds publics et leurs principes d'allocation négligent tout principe d'égalitarisme et polarisent les inégalités parmi les universités italiennes. Les établissements situés dans les zones du pays moins favorisées ont été particulièrement pénalisés. Bref, il y a eu un « effet Matthieu » (Merton 1968): on donne à celui qui a, mais à celui qui n'a pas on ôte même ce qu'il a.

L'application d'un système de primes de résultat affecte en profondeur les processus de subjectivation des chercheurs. En Italie, l'application de ce système en régime de ressources décroissantes, force les chercheurs à changer d'une façon très rapide, car il en va réellement de la survie des formations, des laboratoires, etc.

Pour résumer on peut dire qu'une « recherche malade du management » entraîne de nombreux « malheurs » pour la « vertu créative » des chercheurs, car elle favorise la « stupidité fonctionnelle ». En plus elle produit de la compétition et de l'exclusion, engendre l'individualisme, aussi bien que la fraude scientifique. « La réputation des chercheurs n'est plus dans le bon travail, mais dans des grilles et des critères extérieurs » (de Gaulejac 2012, p. 56).

Conclusion

Que pouvons-nous conclure de l'analyse proposée ici ? Pour l'instant, en ce contexte de réseau international de recherche, nous voulons poser un regard critique sur cette nouvelle « philosophie gouvernementale » (Martuccelli 2010), qui va bien au-delà du simple domaine universitaire et qui incarne à la perfection le « mode de domination gestionnaire », dont a parlé Luc Boltanski (2009). Il s'agit d'un mode de gouvernance qui vise à désamorcer toute critique, en faisant appel à une supposée évidence des nombres ; qui renvoie à une raison systémique et impersonnelle et établit un modèle de politique où on n'a jamais d'autres choix possibles.

Dans l'actuelle « société de l'évaluation », comme l'a définie Peter Dahler-Larsen, la vérification de toute chose sert seulement à donner l'impression que les choses sont sous contrôle. Ce dernier écrit que « le but de l'évaluation n'est pas de stimuler des discussions sans fin dans la société, mais plutôt de les empêcher » (2001, pp. 175-76).

Nous voulons précisément questionner cette pensée hégémonique et stimuler des réflexions analytiques et, pourquoi pas, des actions. C'est-à-dire nous souhaitons questionner la « société de l'évaluation », ses tensions normalisantes et son univers idéologique. Nous voulons enquêter, enfin, sur leurs impacts au sein de l'université et la recherche, à partir d'un travail autoréflexif sur notre travail et ses changements qualitatifs. Il s'agit d'objectiver le sujet objectivant, comme le dirait Bourdieu (1992), c'est-à-dire d'explorer si, dans ce milieu de plus en plus assujetti aux discours managériaux sur l'excellence et la qualité, nous qui étudions le tournant créatif sommes effectivement en état de faire de la recherche originale. Jusqu'à présent on s'est préoccupé essentiellement de transformer l'université en hommage à une vision managériale et compétitive. Maintenant il faudrait étudier et penser profondément les conséquences et les malheurs que cette « grande transformation » va produire.

Références bibliographiques

- Alvesson, M. & Sandberg, J., 2014, «Habitat and Habitus : Boxed-in vs Box-Breaking Research », *Organization Studies*, 35, n. 7, pp. 967-987.
- Beauvallet, M., 2009, *Les stratégies absurdes : comment faire pire en croyant mieux faire*, Paris, Seuil.
- Boltanski, L., 2009, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.
- Borrelli, D., 2015, *Contro l'ideologia della valutazione. L'Anvur e l'arte della rottamazione dell'università*, Milano, Jouvence.
- Bourdieu, P., 1992, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bruno, I. & Didier 2013, *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, La Découverte.
- Dahler-Larsen, P., 2001, *The Evaluation Society*, Stanford, Stanford University Press, 2012.
- Dardot, P. et Laval, C., 2009, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, Éditions La Découverte.
- de Gaulejac, V., 2012, *La recherche malade du management*, Versailles Cedex, Éditions Quae.
- Espeland, W. N. et Sauder, M., 2016, *Engines of Anxiety. Academic Rankings, Reputation, and Accountability*, New York, Russell Sage Foundation.
- Gill, R., 2010, « Breaking the silence: The hidden Injuries of Neo-liberal Academia », in Ryan-Flood, R & Gill, R. (eds.), *Secrecy and Silence in the Research Process: Feminist reflections*, Abingdon, Oxon; New York, NY, Routledge, pp. 228-244.
- Graeber, D., 2015, *Bureaucracy. On Technology, Stupidity, and the Secret Joy of Bureaucracy*, New York, Random House.
- Karpik, L., 2007, *L'économie des singularités*, Paris, Gallimard.
- Martuccelli, D., 2010, «Critique de la philosophie de l'évaluation», *Cahiers Internationaux de Sociologie*, nombre monographique intitulé *Ce que évaluer voudrait dire* (dir. par Georges Balandier), vol. CXXVIII-CXXIX, pp. 27-52.
- McGettigan, A., 2013, *The Great University Gamble: Money, Markets and the Future of Higher Education*, London, Pluto Press.
- Merton, R. K., 1968, « The Matthew Effect in Science. The Reward and Communication Systems of Science are Considered », *Science*, vol. 159, n. 3810, pp. 56-63.
- Neave, G., 2012, *The Evaluative State. Institutional Autonomy and Reengineering Higher Education in Western Europe. The Prince and his Pleasure*, New York, Palgrave MacMillan.
- Polanyi, K., 1944, *The great transformation: the political and economic origins of our time*, New York, Farrar & Rinehart.
- Stazio M., 2015, «Il lavoro universitario e l'arte di andare in bicicletta. Prolegomena shandiani a una ricerca sulla vita e sul lavoro nell'Università italiana», *Sociologia Italiana AIS Journal of Sociology*, n. 6, 2015.
- Viesti, G., 2016, *Università in declino. Un'indagine sugli atenei da Nord a Sud*, Roma, Donzelli.